

L'«édification de la paix», en revanche, a déjà été entreprise, notamment dans le cadre des activités multidimensionnelles de l'ONU au Cambodge et au Salvador. Il s'agit d'opérations longues, difficiles et coûteuses.

Il est essentiel d'édifier une paix durable, malgré les obstacles, non seulement pour la stabilité et les possibilités qu'elle apporte aux principaux intéressés, mais parce qu'à long terme, elle est moins difficile, moins perturbatrice et probablement moins coûteuse que la poursuite des hostilités.

Le Canada, actif à la fois au Salvador et au Cambodge, est tout à fait disposé à aider l'ONU à développer et à définir son approche future de l'édification de la paix.

Financement

Nous appuyons les propositions du Secrétaire général visant à accroître l'efficacité et la promptitude des opérations de maintien de la paix, et notamment à constituer un fonds de démarrage de 50 millions de dollars pour le maintien de la paix; nous souscrivons aussi aux autres propositions inscrites dans son rapport.

Il faut que tous les États membres payent leur cotisation intégralement et sans retard. En mai dernier, en présence du Secrétaire général, notre premier ministre, M. Mulroney, a fait observer publiquement que l'argent était la mesure la plus manifeste de la volonté politique. Il ajoutait : «Le Secrétaire général de l'ONU, le titulaire de l'une des charges les plus importantes au monde, ne devrait pas être traité en mendiant des temps modernes, forcé de faire la tournée des riches capitales pour implorer les décisionnaires de payer leur dû. Il doit avoir toute liberté de se consacrer entièrement à la gestion de l'ONU et à la résolution des problèmes mondiaux, au lieu de quêter au nom de la paix et de la sécurité.»

Le financement «à la carte» érodera à long terme la base financière de l'ONU et affaiblira l'engagement des États membres envers les diverses activités de l'Organisation.

Le Canada s'oppose à la décision qu'a prise récemment le Conseil de sécurité d'élargir le mandat de la Force de protection des Nations Unies, Yougoslavie (FORPRONU) sans qu'il en coûte rien à l'ONU, les frais de l'opération étant supportés par les pays participants. Il s'agit d'un précédent fâcheux, contraire au principe de la responsabilité collective.

Nous avons aussi de sérieuses réserves à faire à propos de certaines missions prolongées, comme à Chypre, où des Canadiens et d'autres servent depuis 28 ans. Une génération entière de